



Territoire et cohésion sociale : les conditions d'une co-production

Francis Bailleau, Catherine Gorgeon

► To cite this version:

Francis Bailleau, Catherine Gorgeon. Territoire et cohésion sociale : les conditions d'une co-production. Bailleau F., Gorgeon C., (dir.). Prévention et sécurité : vers un nouvel ordre social ?, Les Éditions de la DIV, pp.170, 2000, Collection "Études et Recherches". <hal-00755533>

HAL Id: hal-00755533

<https://hal.science/hal-00755533v1>

Submitted on 21 Nov 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Territoire et cohésion sociale : les conditions d'une co-production

Présentation

par Francis Bailleau et Catherine Gorgeon

La participation des habitants à la politique de la ville est au centre des multiples projets formulés par les pouvoirs publics pour résoudre "la crise" urbaine. Près de vingt années plus tard, cette exigence est demeurée largement incantatoire et les quelques initiatives mises en œuvre à l'échelle locale n'ont guère réussi à transformer les modes de gestion des problèmes urbains.

Certains territoires, en particulier ceux des géographies prioritaires successives de la politique de la ville, ont connu une inflation de mesures, sans cesse renouvelées et transformées, sans que pourtant ne réussisse à émerger un débat public et collectif.

L'action des pouvoirs publics demeure largement illisible et le décalage est de plus en plus grand entre des habitants qui ont des attentes très fortes et très précises en matière de cohésion sociale - plus qu'en matière de sécurité qui n'en est qu'un des éléments - et des professionnels dont les actions impulsent peu de changement dans la dynamique sociale des quartiers.

La question de la sécurité peut-elle être l'occasion de redéfinir la relation et les modes de communication entre élus, techniciens et habitants en créant de nouveaux espaces de participation, de nouveaux modes de gestion démocratique de l'espace local ?

Les réflexions et les questionnements, qui ont émergé au cours d'un travail sur les diagnostics locaux de sécurité (Bailleau, chap.8), ont conduit la DIV à tenter une expérimentation relative à la construction du débat public autour de la question de la sécurité dans trois sites : Montreuil, Perpignan et Grenoble.

Ces trois nouvelles expériences n'avaient pas pour objectif de recueillir, une fois de plus, la parole des habitants. Il s'agissait plutôt, à travers ces trois tentatives, de faire l'inventaire des conditions d'émergence et de prise en compte d'une expression citoyenne. Ainsi, contrairement à la posture habituelle, la commande de la Délégation Interministérielle à la Ville ne présupposait aucune obligation de résultat mais se situait sur un mode exploratoire et participait de ce fait à une démarche innovante.

Pour soutenir ce travail, la DIV a demandé à la compagnie NAJE [1] de créer, lors des rencontres nationales des acteurs de la prévention et de la sécurité de Montpellier, un spectacle de théâtre-forum en s'appuyant sur les expériences menées dans chacune des villes (encadré NAJE page 145).

[1] NAJE : Nous n'Abandonnerons Jamais l'Espoir.

L'action initiée prenait volontairement ses distances avec la fonction ordinaire dévolue aux habitants. Elle privilégiait le contradictoire comme mode d'élaboration du débat public. L'objectif était de confronter des paroles d'habitants avec celles des professionnels et des politiques : situer chacun de ces trois "collèges" comme partenaires et comme co-auteurs pour, ensuite, construire ensemble des initiatives concrètes. La démarche prenait acte de la variété des configurations locales et des multiples difficultés éprouvées sur le terrain; en concevant un espace protégé, à la fois espace de liberté et de responsabilité, les conditions de la co-production étaient a priori plus favorables.

Si, selon des configurations différentes, ces expériences ont pu se développer jusqu'à leur terme dans deux des villes retenues : Montreuil (Bordet, chap.5) et Perpignan (Ditcharry, chap.6), à Grenoble il n'en fut pas de même. Michel Tachon expose, en relation avec l'histoire spécifique de Grenoble, les raisons de cet échec (Tachon, chap.7).

Ces trois expérimentations marquent une rupture dans la manière d'aborder une question fondamentale - maintes et maintes fois explorée - celle de la gestion démocratique des modes de transformation du social.

De plus, le cadre même de l'expérimentation a fait d'emblée surgir d'autres interrogations. De fait, pour les habitants comme pour les professionnels et les élus, la question de la sécurité ne va pas de soi. Ainsi, à Montreuil comme à Perpignan l'objet du travail, la sécurité dans le quartier, a été longuement débattu voire déplacé. Ce travail de (re)définition préalable correspond visiblement à un constat et à un besoin.

- Constat tout d'abord : la participation des habitants ne peut être envisagée comme un mode de gestion de l'espace public dans lequel une participation citoyenne garantirait un traitement adapté des objectifs de l'action publique, déjà définis par ailleurs.

- Besoin ensuite : celui de faire reconnaître l'autonomie de pensée des habitants et leur capacité à se situer comme sujet et non comme de simples interlocuteurs que l'on sollicite pour alimenter une problématique déjà close.

La sécurité apparaît comme un objet fragmenté, éclaté. Elle ne peut être envisagée comme un objet purement technique de débat et l'intervention des habitants ne peut pas plus se limiter à une recherche de consensus sur des actions de sécurité. Au delà des différentes représentations de l'ordre public qu'ils mettent en scène, les débats sur ce thème mobilisent avant tout les représentations des individus sur leur rôle de citoyen, d'élus local et de professionnel et sur leur place dans la société. Ainsi, les élus sont interrogés sur leur projet politique, les professionnels sont, quant à eux, interpellés sur la visibilité et la trace de leurs actions voire sont parfois remis en cause quant aux résultats obtenus.

La réflexion dès lors se déplace : l'enjeu n'est plus seulement de discuter du type d'action à mettre en place et des résultats mais, plus largement, de réfléchir à ce qui fonde les situations d'insécurité. Il s'agit également d'analyser, ensemble, les effets de l'action publique à la fois en termes de dysfonctionnements administratifs ou techniques et en termes de réassurance individuelle et collective. Puis, il faut identifier les réponses susceptibles de favoriser la production d'espaces "sûrs", c'est-à-dire en fait une plus grande cohésion sociale.